

# **Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels**

Rapport annuel 2011-2012

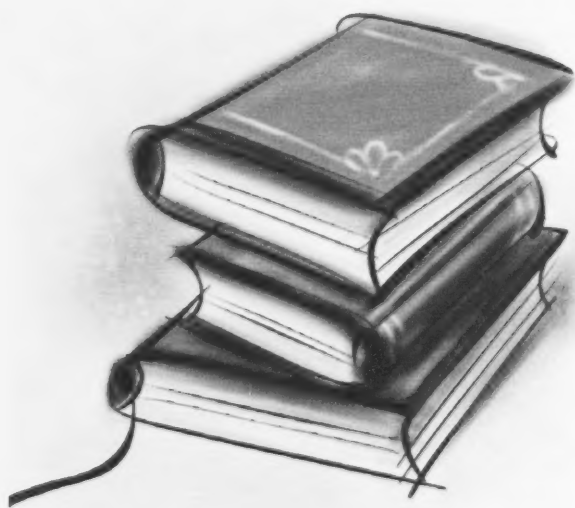
Ce document a été établi conformément au *Règlement de l'Ontario 429/07, Normes d'accessibilité pour les services à la clientèle*. Le document électronique original est créé dans un format accessible qui peut facilement être modifié au besoin (p. ex. gros caractères). Le document est rédigé en langage clair et utilise une police de caractère linéaire (Verdana), ainsi que des tailles de police différentes pour les en-têtes.

La certification FSC (Forest Stewardship Council) est une chaîne de traçabilité qui fait le suivi de la forêt jusqu'à l'imprimeur.

La certification FSC est une reconnaissance mondiale de pratiques responsables de gestion de la forêt sur le plan de l'environnement et sur le plan social.

## TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE 2011-2012	4
SOMMAIRE DU RENDEMENT	8
SECTEURS DE RENDEMENT CLÉS	10
AUDIENCES	11
INDEMNITÉS ACCORDÉES	13
INDEMNITÉS FORFAITAIRES PAR TYPE D'INDEMNITÉ	15
INDEMNITÉ MOYENNE – TENDANCE SUR DIX ANS	16
INDEMNITÉS FORFAITAIRES PAR TYPE D'INFRACTION	17
SOMMAIRE FINANCIER	18
DESCRIPTION DU PROGRAMME	20
LE PROCESSUS	24
ORGANIGRAMME	26
MEMBRES DE LA COMMISSION	27
SOMMAIRE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION	31
RESSOURCES	36



## MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



### 37<sup>e</sup> rapport annuel

#### Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels

Au cours de l'exercice 2011-2012, la Commission s'est concentrée sur la consolidation des changements mis en œuvre au cours des dernières années, et sur la création de nouvelles idées visant à améliorer davantage nos services. Nous sommes toujours résolus à établir un système selon lequel la majorité des demandes peuvent être traitées dans un délai de 12 mois. Durant l'année, nous avons traité 4 241 demandes, tenu 3 944 audiences et accordé 36,2 M\$ en indemnités aux victimes. En moyenne, le temps de traitement des dossiers a été de 16,3 mois, pour les demandes présentées au cours de la période prescrite de deux ans, soit une baisse de 15 % par rapport à l'année précédente. Les requêtes présentées après la période prescrite étaient traitées en moyenne en 18,8 mois, soit une diminution de 22 % par rapport à 2010-2011. Pour le mois de mars 2012, le temps de

traitement moyen des dossiers réguliers et avec prolongation a été de 14,7 mois et de 16 mois, respectivement.

Ces résultats sont exemplaires en eux-mêmes et se rapprochent de notre objectif de 12 mois. Mais ce qui les rend encore plus remarquables est qu'ils ont été obtenus avec un effectif plus restreint que l'année précédente. En effet, la Commission est revenue à la taille de son effectif permanent de 50 AP. Il ne nous est plus possible d'obtenir l'aide du personnel supplémentaire qui nous a prêté main-forte en 2007-2008 et 2009-2010. Nous sommes reconnaissants envers ces employés qui se sont joints à nous temporairement pour nous aider à venir à bout de l'important arriéré auquel la Commission faisait face. Et nous sommes reconnaissants envers le ministère du Procureur général qui a veillé à ce que nous disposions des ressources nécessaires pour résorber l'arriéré.

Comme tous les organismes financés par des fonds publics, nous devons faire davantage avec moins; offrir davantage de services au public, à un coût moindre pour le public. Dans le cadre de notre transformation, nous édifions une culture d'amélioration continue concentrée sur cet objectif. Nos résultats démontrent qu'une approche selon laquelle tout est possible permet d'améliorer de façon spectaculaire le service que nous offrons aux victimes d'actes criminels. En réduisant le temps et les efforts nécessaires pour remplir une demande d'indemnisation, nous offrons nos services plus rapidement aux requérants et servons davantage de victimes.

La mission de la Commission est de répondre efficacement aux divers besoins des victimes de crimes violents en Ontario, au moyen d'évaluations accessibles, équitables, respectueuses, en temps

opportun des demandes d'indemnisation. Certains éléments de cette mission sont plus faciles à mesurer que d'autres. Le traitement et l'arbitrage des demandes en temps opportun constituent de bons indicateurs quantitatifs du rendement et notre priorité actuelle. Cela dit, nous n'avons pas oublié la nécessité de surveiller les autres facteurs qui contribuent à l'excellence du service offert aux victimes, comme une communication claire et respectueuse, ainsi que l'adaptation de nos processus aux différents besoins de ceux que nous servons.

Nous sommes intéressés par des mesures qualitatives et, à l'instar de nombreux organismes du secteur de la justice sociale, nous cherchons à déterminer les meilleures méthodes de mesure de ces éléments qualitatifs. Nous réfléchissons aux mesures du rendement qui pourraient nous aider à améliorer encore notre service, dans les limites fixées par la loi.

Voici les points saillants de nos activités en 2011-2012.

### **Expansion de notre processus de triage des requêtes**

En avril 2011, nous avons étoffé notre projet pilote de triage pour y ajouter deux nouvelles équipes régionales. Dorénavant, toutes les demandes reçues par la Commission sont traitées par des équipes. L'accroissement de la collaboration parmi l'effectif de la Commission a suscité la pensée novatrice et la naissance d'idées visant l'amélioration des processus.

Au cours de l'année, il a été nécessaire d'apporter des ajustements aux équipes, en raison du départ de membres du personnel

et des tendances dans les volumes des cas. Nous sommes convaincus qu'en nous familiarisant davantage avec ce nouveau mode de fonctionnement, la nécessité de muter des membres du personnel d'une équipe à une autre diminuera. La constance, dans la composition des équipes, est un important facteur de création de la culture et de l'esprit d'entraide mutuelle nécessaire pour maximiser l'approche axée sur le triage.

L'efficacité du modèle de triage est bien mise en évidence par la production qui a été réalisée. Pour la troisième année consécutive, le nombre de demandes entendues par la Commission a dépassé le nombre de demandes reçues.

Nous avons le plaisir d'annoncer que 23,8 % des cas réglés au cours de l'année ont été traités en moins de 12 mois, à partir du moment où la demande a été reçue.

### **Projet pilote de décisions rendues de vive voix**

Nous avons également poursuivi notre projet pilote de décisions rendues à l'audience, en augmentant le nombre de membres de la Commission qui sont autorisés à rendre leurs décisions de vive voix. Cette initiative a débuté comme un projet pilote entrepris en janvier 2011 avec un petit nombre de membres de la Commission. La réaction des victimes et de leurs représentants a été extrêmement positive, ce qui nous a encouragés à élargir ce programme.

Bref, dans les cas appropriés, les membres de la Commission qui tiennent des audiences orales se retireront après avoir entendu tous les témoignages afin de délibérer et de rendre leur décision. Ils reprendront ensuite l'audience et informeront verbalement les parties de leur décision et

des raisons qui la justifient. Les parties ont le droit de demander les raisons écrites dans les 14 jours qui suivent l'audience. Si aucune demande n'est reçue à cet effet, la confirmation écrite de la décision, accompagnée d'un chèque, le cas échéant, sera envoyée. Si des raisons écrites sont demandées, une ordonnance exhaustive sera rédigée et envoyée.

Il existe maints avantages à rendre les décisions de vive voix. De nombreux requérants ont révélé que cela les aidait à clore le processus, étant donné qu'ils apprennent la décision le jour même de l'audience. De plus, cela accélère habituellement le versement de leur indemnité, car ils n'ont pas à attendre que les membres du comité d'audience fournissent les raisons écrites détaillées de leur décision. Quant à la Commission, elle consacre ainsi moins de temps et d'efforts à rendre les ordonnances écrites, et elle peut entendre plus de cas qu'elle ne le pourrait autrement.

Par ailleurs, cela contribue à réduire le temps, les coûts et les répercussions environnementales de l'impression et de l'expédition de longues ordonnances.

En septembre 2011, nous avons étendu le projet pilote de façon à y ajouter plusieurs membres de la Commission. Il en est résulté que dans environ 13 % des cas entendus en 2011-2012, la décision a été rendue de vive voix. Nous sommes d'avis qu'il est utile de mener le projet pilote à bonne fin et d'incorporer les décisions rendues de vive voix au travail de la Commission. En 2012-2013, nous raffinerons le processus de façon à ce qu'il puisse être intégré en permanence dans notre système décisionnel.

## **Création d'autres outils de gouvernance**

Compte tenu de l'adoption de la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*, les tribunaux comme la Commission sont tenus de créer et de garder à jour plusieurs documents destinés à contribuer à ce que nos organismes soient dirigés efficacement. Plus particulièrement, la loi nous oblige à faire approuver les documents qui suivent par le ministre :

Énoncé de mandat et de mission  
Politique en matière de consultation  
Politique relative aux normes de service  
Plan d'éthique  
Cadre de responsabilisation des membres  
Protocole d'entente  
Plan d'activités

Même si la Commission possédait et utilisait déjà la plupart de ces outils de gouvernance, l'obligation imposée par la loi à tous les tribunaux décisionnels d'en créer et de demander l'approbation du ministère nous a permis de réfléchir à ce dont nous disposions déjà et de préciser les autres instruments de responsabilité qu'il nous faut.

Tout au long de l'année, nous avons passé en revue nos documents existants et en avons créé de nouveaux. Avec l'aide du ministère du Procureur général, nous avons été en mesure de revoir certains documents élaborés par d'autres tribunaux et de les adapter à nos besoins, autant que possible. Au cours des prochaines années, nous continuerons à utiliser ces documents et à les améliorer, au besoin. Nous prévoyons que ces documents seront accessibles au public, sous peu.

## **Collaboration au Programme d'aide financière aux familles des victimes d'homicide**

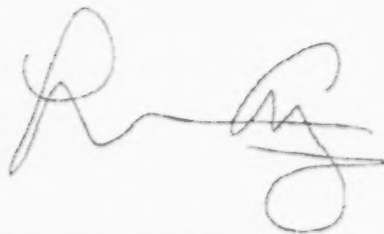
Le 7 novembre 2011, le ministère du Procureur général a entrepris un nouveau programme visant à offrir de l'aide financière supplémentaire aux parents et conjoints de victimes d'homicide. Ce programme est administré par la Division des services aux victimes et aux personnes vulnérables (DSVPV) du ministère. La Commission a collaboré à ce programme de deux façons. Premièrement, nous avons communiqué de l'information sur ce programme aux requérants devant la Commission qui pouvaient être également admissibles à ce programme. Non seulement avons-nous communiqué avec les membres des familles en instance devant nous, mais nous avons également effectué de la recherche dans les dossiers clos et fait parvenir de l'information aux personnes qui pourraient être admissibles. Deuxièmement, à la suite de la conclusion d'un protocole d'entente entre la Commission et la DSVPV quant à l'échange d'information, nous fournissons au programme les renseignements pertinents pour aider à répondre aux demandes d'aide financière.

## **À l'horizon**

Nous espérons connaître autant de succès en 2012-2013 que par les années passées, dans le règlement des demandes d'indemnisation d'une façon ponctuelle et conviviale. Nous continuerons à consolider les gains récents et à rechercher d'autres manières d'améliorer le service. Nous souhaitons aussi cette année étendre notre rayonnement.

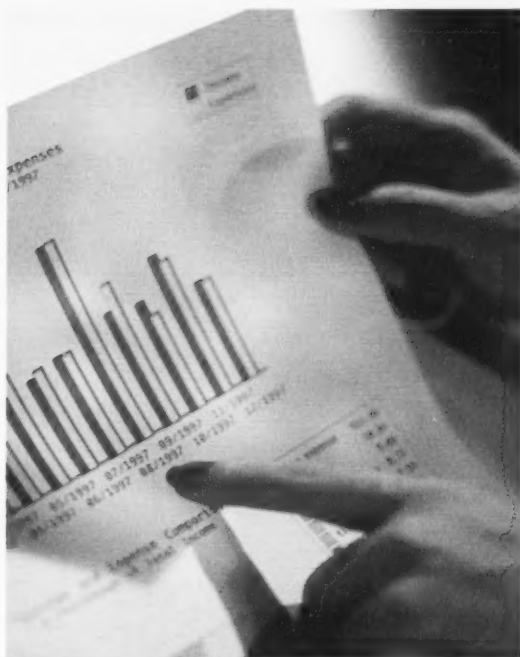
Un certain nombre de questions de fond associées à la satisfaction des besoins financiers des victimes de crime demeurent

en suspens et hors du contrôle de la Commission. La *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* (LCVAC), qui date de 41 ans, précise les critères d'admissibilité des victimes à une indemnité, ce qui est indemnisable, et dans quelles circonstances. Au cours de ces quatre décennies, la compréhension de la société à l'égard des besoins des victimes de crime s'est considérablement accrue. Des lois protégeant les victimes et leur accordant davantage de droits ont été adoptées à l'échelle provinciale, nationale et internationale. De nombreux nouveaux programmes destinés aux victimes ont vu le jour. Les fléaux que sont certains crimes, comme la violence familiale et l'abus sexuel des enfants, sont mieux compris et font l'objet de sensibilisation. Il en va de même pour la douleur de ceux qui ont perdu un être cher en raison d'un homicide. Le moment est approprié pour que le gouvernement provincial songe à moderniser la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* de façon qu'elle réponde mieux aux besoins et aux attentes des victimes.



**Maureen Armstrong**  
Présidente,  
Commission d'indemnisation des  
victimes d'actes criminels

## SOMMAIRE DU RENDEMENT

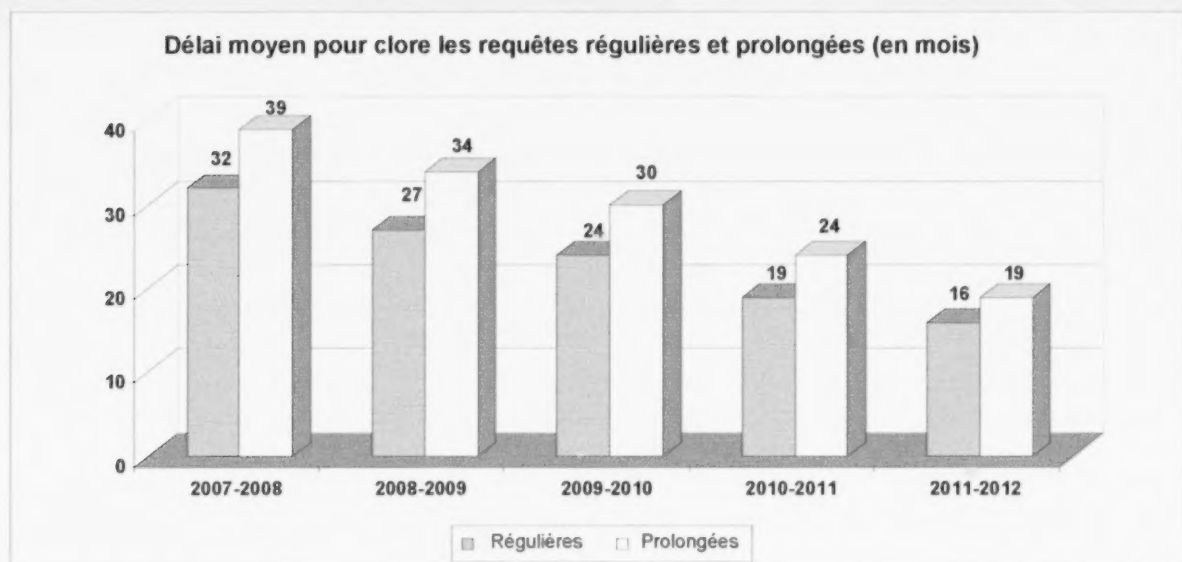


La Commission a continué d'apporter d'importantes améliorations au traitement des requêtes, à la mise au rôle des audiences et à l'octroi d'indemnités, en vue d'atteindre ses objectifs stratégiques d'offrir avec plus de ponctualité et d'efficacité des interventions et des versements d'indemnité aux victimes de crimes. Dans l'ensemble, pour 2011-2012, nous avons dépassé les cibles de rendement opérationnel, qui étaient de réduire le délai moyen entre la réception de la demande et la communication de la décision. Alors que l'objectif de rendement de la Commission était un délai moyen de 18 mois pour clore une requête dans la période prescrite de deux ans, le

rendement réel obtenu a été de 16,3 mois. De même, l'objectif de règlement des demandes déposées plus de deux ans après la date de l'incident était de 23 mois, mais les résultats réels pour l'année ont été de 18,8 mois. Ces chiffres représentent une diminution de 15 % et de 18 %, respectivement, par rapport à l'exercice précédent, et une amélioration de 9 % et de 19 %, par rapport à nos propres objectifs de rendement.

Les innovations qui ont mené à ces accomplissements sont devenues possibles grâce à l'approche collaborative et en équipe adoptée par le personnel et les membres de la Commission dans la diffusion à plus grande échelle du modèle de triage régional, et dans l'élaboration de nouveaux outils et procédures visant l'amélioration continue des services et de la productivité opérationnelle. On s'attend à ce qu'à long terme, ces améliorations permettent à la Commission d'atteindre un délai de 12 mois pour clore les requêtes.

Au cours des cinq dernières années, le délai moyen pour clore une requête régulière a été considérablement raccourci : il est passé de 32 mois, en 2007-2008, à 16 mois, en 2011-2012, soit une baisse de 50 % du délai de traitement. Des réductions du même ordre ont été obtenues dans le cas des requêtes prolongées, comme en fait foi le tableau suivant.



Au cours de l'exercice 2011-2012, le délai moyen pour clore une requête a poursuivi sa tendance à la baisse. Au quatrième trimestre, le délai moyen était de 15,3 mois pour les requêtes régulières, de 17,6 mois pour les requêtes prolongées, et de 16,1 mois dans l'ensemble, soit une baisse de 8 %, de 11 % et de 8 %, respectivement, par rapport au premier trimestre.

Analyse du rendement opérationnel de la CIVAC pour 2011-2012				
2011-2012		Régulières	Prolongations	Global
<b>T1</b>	(avril à juin)	16,6 mois	19,7 mois	17,5 mois
<b>T2</b>	(juillet à septembre)	17,1 mois	19,9 mois	17,8 mois
<b>T3</b>	(octobre à décembre)	16,6 mois	18,8 mois	17,3 mois
<b>T4</b>	(janvier à mars)	15,3 mois	17,6 mois	16,1 mois

## SECTEURS DE RENDEMENT CLÉS

	2008- 2009	2009- 2010	2010- 2011	2011-2012
Demandes reçues	4 026	4 031	3 667*	3 377*
Nombre d'audiences	3 859	3 792	3 948	3 944
Nombre de dossiers terminés	3 505	3 548	3 593	4 241
Indemnité moyenne	10 085 \$	7 798 \$	7 303 \$**	8 078 \$**
Nombre total de cas où des paiements périodiques mensuels ont été versés	297	282	245	238
Délai moyen (jours) entre la réception de la demande et l'audience				
a) Lorsque la demande est présentée dans le délai de prescription de deux ans	680	680	459	414
b) Lorsque la demande est présentée après l'expiration du délai de prescription de deux ans	881	843	565	488
Délai moyen (jours) entre la réception de la demande et l'octroi de l'indemnité				
a) Lorsque la demande est présentée dans le délai de prescription de deux ans	812	726	582	497
b) Lorsque la demande est présentée après l'expiration du délai de prescription de deux ans	1 016	888	704	573
Délai moyen (jours) entre l'audience et la préparation des ordonnances	37	32	28	20

REMARQUES :

\* Le 1<sup>er</sup> juillet 2010, la CIVAC a présenté un nouveau formulaire de demande en ligne qui permet aux requérants de combiner des demandes qu'ils auraient dû présenter séparément par le passé. Cette nouvelle procédure a réduit le nombre de demandes reçues en 2010-2011 et 2011-2012.

\*\* L'indemnité moyenne était de 8 791 \$ dans le cas des demandes pour lesquelles une indemnité a été accordée. L'indemnité moyenne pour toutes les demandes (y compris les refus) était de 8 078 \$.

## AUDIENCES

Une audience de la CIVAC peut être tenue sous forme écrite ou orale. Les audiences orales ont lieu en 19 endroits de la province. L'endroit est choisi essentiellement en fonction du lieu de résidence du requérant, mais il peut également être sélectionné en tenant compte de l'urgence de tenir l'audience ou d'autres besoins. Une ventilation des lieux d'audience est présentée ci-dessous.



**Ventilation des lieux d'audience**

Région	Endroit	% des audiences orales
Toronto*	Toronto	37,7
Est et Centre-Est	Belleville, Cornwall, Kingston, Ottawa, Orillia et Peterborough	25,6
Ouest et Centre-Ouest	Kitchener, London, Windsor, Hamilton et St. Catharines	26,1
Nord-Ouest et Nord-Est	Kenora, North Bay, Sault Ste. Marie, Sioux Lookout, Sudbury, Thunder Bay et Timmins	10,6

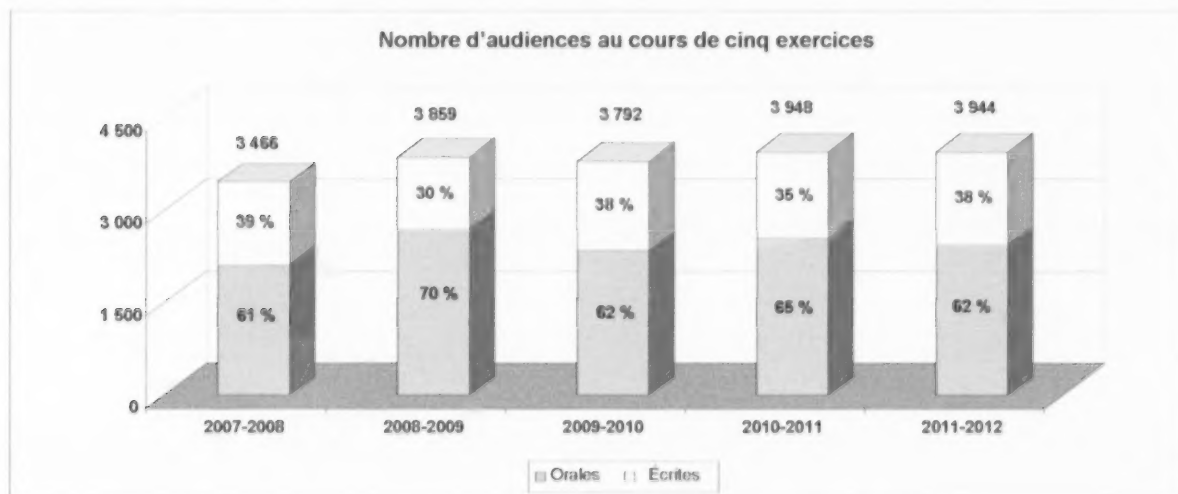
\* Le projet pilote de l'équipe de triage régional définit Toronto en fonction des limites officielles de la ville de Toronto. Cependant, la Commission utilise le plus possible ses salles d'audience situées au 250, rue Dundas O., de sorte que de nombreuses demandes provenant d'autres régions mais qui se situent dans le Grand Toronto (p. ex., Brampton, Newmarket, etc.) sont entendues ici.

### Rendement opérationnel de la CIVAC (nombre d'audiences) au cours des cinq derniers exercices

Le tableau qui suit illustre le nombre et le type d'audiences tenues en 2011-2012, ainsi que les résultats comparables pour les cinq années précédentes. Le ratio d'audiences orales/audiences écrites était semblable à celui de l'année précédente. En 2011-2012, environ les deux tiers des audiences se sont déroulées oralement, et le tiers, par écrit.

La Commission continue d'utiliser tous les types d'audiences (écrites, électroniques et orales) afin de réduire les délais. En général, la Commission choisit le mode d'audience qui sera tenue. Toutefois, les requérants peuvent choisir une audience orale.

En 2011-2012, le nombre d'audiences tenues par la Commission a été de 3 944, dont 2 443 ont été orales, et 1 501, par écrit.



## INDEMNITÉS ACCORDÉES



La Commission peut accorder des indemnités sous forme de montants forfaitaires ou de versements périodiques. Les indemnités forfaitaires sont des paiements uniques versés à un requérant admissible. Elles comprennent les indemnités versées en vertu de l'article 14 (indemnités provisoires), de l'article 25 (modification des ordonnances d'indemnisation) et de l'article 22 (dépens), de même que les paiements des rapports médicaux utilisés pour étayer la demande.

Les versements périodiques sont des indemnités versées mensuellement. Certaines victimes dont les blessures sont particulièrement graves peuvent recevoir des versements périodiques pendant des années, voire des

décennies, jusqu'à concurrence de 365 000 \$.

En 2011-2012, l'indemnité moyenne était de 8 078 \$, en hausse de 11 % par rapport à la moyenne de 2010-2011. L'indemnité moyenne est calculée pour toutes les demandes, même celles qui sont refusées. Si l'on exclut du calcul les refus, l'indemnité moyenne se chiffrait à 8 791 \$, en hausse de 5 %, par rapport à 2010-2011.

Tant les chiffres de 2010-2011 que ceux de 2011-2012 s'inscrivent dans la tendance à long terme que présente l'indemnité moyenne. Les chiffres plus élevés enregistrés en 2007-2008 et 2008-2009 étaient anormaux.

Dans l'ensemble, la Commission a versé 36,2 M\$ en indemnités, au cours de 2011-2012, soit une hausse de 17,2 % par rapport à 2010-2011, essentiellement en raison d'une augmentation du nombre d'affaires entendues et réglées au cours d'une période de 12 mois, ce qui a donné lieu au versement plus rapide et ponctuel des indemnités aux requérants.

Le tableau ci-dessous présente les indemnités versées par la Commission au cours des 15 dernières années :

## Nombre d'audiences et indemnisations totales de la CIVAC

Exercice	Nombre d'audiences	Indemnisations totales
1997-1998	2 905	14,4 M\$
1998-1999	2 390	12,5 M\$
1999-2000	2 205	13,7 M\$
2000-2001	2 498	16,7 M\$
2001-2002	2 134	13,8 M\$
2002-2003	1 716	17,6 M\$
2003-2004	2 424	17,6 M\$
2004-2005	2 654	21,0 M\$
2005-2006	2 321	18,3 M\$
2006-2007	2 425	22,3 M\$
2007-2008	3 466	31,0 M\$
2008-2009	3 859	43,7 M\$
2009-2010	3 792	32,1 M\$
2010-2011	3 948	30,9 M\$
2011-2012	3 944	36,2 M\$
<b>TOTAL</b>	<b>42 676</b>	<b>341,8 M\$</b>
<b>Moyenne</b>	<b>2 845</b>	<b>22,8 M\$</b>

Les indemnisations peuvent être accordées pour :

- les dépenses raisonnablement et réellement engagées ou à prévoir du fait de la blessure ou du décès de la victime;
- la perte pécuniaire subie par la victime du fait d'une invalidité totale ou partielle nuisant à sa capacité de travail (perte de revenus);
- la perte pécuniaire subie par les personnes à charge de la victime du fait de son décès (perte de soutien financier);
- la douleur et les souffrances;
- le soutien d'un enfant né à la suite d'un viol;

- une autre perte pécuniaire subie à la suite de la blessure de la victime et les dépenses qui, de l'avis de la Commission, peuvent être raisonnablement engagées.

Le tableau suivant présente une comparaison, sur une période de trois ans, des indemnisations accordées sous forme de montants forfaitaires aux victimes de crimes violents.

Le total des montants forfaitaires accordés pour douleur et souffrances a été supérieur de 5 M\$ en 2011-2012 qu'au cours des deux années précédentes. La hausse des indemnités versées est une conséquence directe de l'augmentation du pourcentage de décisions orales, ce qui a accéléré la notification d'ordonnances et le versement des indemnités accordées.

## INDEMNITÉS FORFAITAIRES PAR TYPE D'INDEMNITÉ

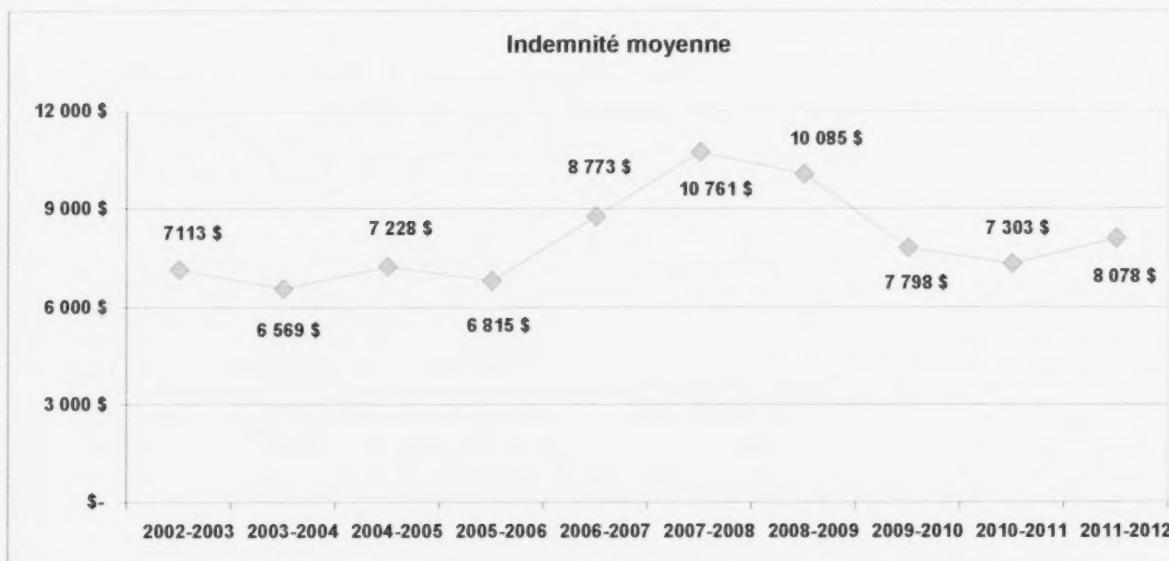
INDEMNITÉS (milliers de dollars)	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>Douleur et souffrances</b>	25 982,6 \$	25 246,0 \$	30 222,6 \$
<b>Perte de salaire</b>	754,1 \$	619,8 \$	556,1 \$
<b>Frais médicaux <sup>1</sup></b>	1 103,8 \$	1 157,6 \$	1 244,5 \$
<b>Frais funéraires</b>	394,5 \$	325,9 \$	371,8 \$
<b>Frais juridiques liés à la demande</b>	70,4 \$	82,0 \$	82,0 \$
<b>Autres pertes pécuniaires</b>	189,9 \$	253,0 \$	217,3 \$
<b>Autres</b>	1 037,1 \$	1 044,2 \$	1 205,5 \$
<b>Total</b>	<b>29 532,4 \$</b>	<b>28 728,5 \$</b>	<b>33 899,8 \$</b>

### REMARQUES :

1. Les frais médicaux englobent les frais dentaires, les honoraires de thérapeutes et les frais d'ambulance, ainsi que les coûts liés à l'obtention de rapports médicaux à l'appui des demandes.
2. L'expression « Autres » s'entend des indemnités provisoires conformément à l'article 14, des indemnités conformément à l'article 25 et des coûts liés à l'obtention de rapports pour étayer une demande de modification conformément à l'article 25.

Le graphique ci-dessous indique la tendance des indemnités moyennes au cours des dix dernières années :

## Indemnité moyenne – tendance sur dix ans

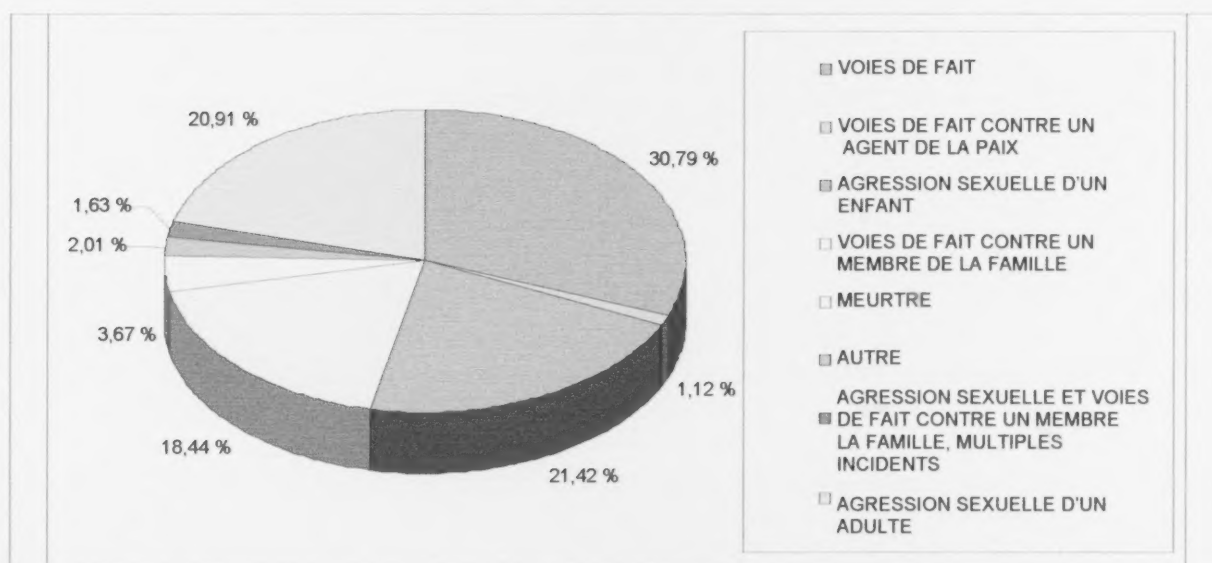


La Commission a révisé et mis à jour son approche de la collecte de données sur les types d'infraction, pour :

- aider à déterminer les problèmes et à traiter les demandes;
- mieux évaluer les problèmes liés au rendement, en fonction de la nature de l'acte criminel;
- préparer des renseignements plus précis en vue d'informer le public.

Il n'y a pas eu de changement important dans les types d'infraction pour lesquels la Commission a accordé des indemnités au cours des dernières années. Cependant, nous avons apporté certaines modifications au classement des types d'infraction, afin de mieux tenir compte de la façon dont ces infractions sont comprises. Plus particulièrement, l'ancienne catégorie d'« antécédents d'agression sexuelle », qui englobait toutes les agressions sexuelles déclarées après la période de prescription de deux ans, a été supprimée. Les demandes qui figuraient auparavant dans cette catégorie se trouvent dorénavant dans les catégories « Agression sexuelle d'un adulte » ou « Agression sexuelle d'un enfant ». Par ailleurs, nous avons ajouté la catégorie « Agression sexuelle, voies de fait contre un membre de la famille, incidents multiples » afin de tenir compte des cas où la violence familiale s'ajoute à une agression sexuelle. Cette nouvelle catégorie d'infraction traduit le mieux possible les types de demandes décrites dans les nouveaux formulaires adoptés en janvier 2010.

## INDEMNITÉS FORFAITAIRES PAR TYPE D'INFRACTION



### REMARQUES :

La catégorie « Autre » englobe l'incendie criminel, le vol, l'enlèvement et le harcèlement criminel.

## SOMMAIRE FINANCIER

Le gouvernement de l'Ontario offre à la Commission le financement des indemnités versées et des dépenses de fonctionnement selon la méthode de comptabilité d'exercice. Une comparaison des charges d'exploitation et des paiements de transfert pour les exercices 2010-2011 et 2011-2012 est présentée dans le tableau ci-dessous.

En 2011-2012, le total des frais de fonctionnement s'est chiffré à 7,11 M\$, comparativement à 7,67 M\$, en 2010-2011, ce qui traduit une baisse des traitements et salaires résultant essentiellement de vacances de poste et d'une réduction des effectifs dont l'augmentation avait été approuvée de façon temporaire afin de venir à bout de l'arriéré de cas en retard. Les autres dépenses correspondaient aux niveaux enregistrés les années précédentes.

Les « paiements de transfert » sont des indemnités versées directement aux victimes. Chaque année, la Commission reçoit un financement permettant le règlement de nouveaux cas dont l'indemnité ne sera réellement versée qu'au cours d'années ultérieures, ainsi que le règlement d'indemnités versées pour les nouveaux cas reçus et acceptés au cours de l'année en cours. Par ailleurs, le financement annuel englobe les paiements périodiques et les frais médicaux acquittés directement auprès des fournisseurs de services au cours d'une année. Le montant des obligations de l'année future au titre du versement des indemnités s'ajoute au compte des charges à payer, une fois que l'affaire est entendue et qu'une ordonnance est rendue par la Commission. Pour 2011-2012, le total des paiements de transfert s'élevait à 23,02 M\$, dont une tranche de 15,87 M\$ a été ajoutée au compte des charges à payer en vue des nouvelles indemnités à verser au cours des années futures.

### Sommaire financier comparatif – Comptabilité d'exercice

Poste du compte	Exercice (1 <sup>er</sup> avril – 31 mars)	
	2010-2011 Dépenses réelles	2011-2012 Dépenses réelles
Traitements et salaires	3 994 331 \$	3 397 544 \$
Avantages sociaux	619 457 \$	609 718 \$
Transport et communications	461 853 \$	446 715 \$
Services	2 544 022 \$	2 609 997 \$
Fournitures et matériel	48 983 \$	49 395 \$
Paiements de transfert	17 734 719 \$	23 023 088 \$
<b>Total</b>	<b>25 403 366 \$</b>	<b>30 136 457 \$</b>

Le montant réel des paiements de transfert reçus en 2011-2012 a été de 23 M\$. La hausse des paiements de transfert à la Commission traduit une augmentation des indemnités accordées pour les demandes reçues et réglées pendant la période en cours, et une baisse des rajustements pour les dossiers périodiques terminés ou clos au cours de l'exercice. Le montant réel des indemnités accordées à des victimes en 2011-2012 a été de 36,2 M\$.

Des comptes de charges à payer distincts sont maintenus au titre des obligations de paiement futures de la Commission, quant aux indemnités forfaitaires et aux paiements périodiques. Les soldes des comptes de charges à payer pour les exercices terminés les 31 mars 2011 et 21 mars 2012 figurent dans le tableau ci-dessous.

Le solde de fin d'exercice 2011-2012 du compte de charges à payer de la Commission pour les indemnités forfaitaires s'établit à 17,82 M\$. Le solde des charges à payer pour les cas d'années antérieures a diminué considérablement, car les cas sont entendus et les indemnités sont versées dans de plus brefs délais. Le montant des charges à payer pour les nouveaux cas est également moins élevé, étant donné que le pourcentage de nouveaux cas entendus et indemnisés au cours de la même année a augmenté. L'obligation au titre des charges à payer est calculée en fonction d'un modèle de prévision élaboré par un tiers indépendant. La Commission prévoit passer ce modèle en revue, afin d'en valider la méthodologie ainsi que les hypothèses fondées sur le traitement des plus récentes demandes et sur les indemnisations moyennes.

Le solde des charges à payer au titre des paiements périodiques au 31 mars 2012 était de 23,39 M\$, calculé comme un élément de passif sur une période de 20 ans, du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 mars 2032.

## COMPTES DE CHARGES À PAYER

<b>Indemnités forfaitaires</b>	<b>2010-2011 Solde de fin d'exercice</b>	<b>2011-2012 Solde de fin d'exercice</b>
<b>Charges à payer sur les dossiers d'années antérieures</b>	13 369 307 \$	1 954 611 \$
<b>Charges à payer sur les nouveaux dossiers</b>	17 744 548 \$	15 865 300 \$
<b>Total des charges à payer sur tous les dossiers</b>	31 113 855 \$	17 819 911 \$
<b>Paiements périodiques au titre de charges à payer sur une période de 20 ans</b>	22 939 651 \$	23 390 682 \$

## DESCRIPTION DU PROGRAMME

### Aperçu

La Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels est un tribunal administratif quasi judiciaire qui indemnise les victimes de crimes violents survenant en Ontario ainsi que d'autres requérants admissibles. La Commission est régie par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et elle applique les règles et procédures de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*. Elle est assujettie à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Des demandes peuvent être déposées par ou pour le compte de toute personne qui a subi des blessures à la suite d'un crime violent commis en Ontario. Lorsqu'il s'agit d'un homicide, tout membre de la famille qui était à la charge de la personne décédée ou qui a engagé des dépenses résultant de ce décès peut également déposer une demande d'indemnité. Les requérants doivent faire la preuve que, selon toutes probabilités, un crime violent, aux termes du *Code criminel*, a été perpétré, provoquant des blessures ou un décès. Si une personne est déclarée coupable d'un acte criminel, cette condamnation est réputée être une preuve concluante qu'un crime a été commis.

Toutes les requêtes doivent être déposées auprès de la Commission dans les deux ans qui suivent la date de l'incident. Il est à la discrétion de la Commission de proroger ce délai lorsque les circonstances le justifient. Une demande de prorogation doit être présentée et approuvée pour permettre à la requête de suivre son cours. La Commission tient compte de divers facteurs lorsqu'elle examine une demande de prorogation, notamment la durée et les motifs du délai, et du fait que des preuves adéquates existent pour étayer la requête.

En vue de déterminer s'il faut accorder une indemnité et, le cas échéant, le montant de cette indemnité, la Commission tient compte de toutes les circonstances qui entourent l'incident, y compris du fait que le comportement de la victime a ou non provoqué la blessure ou le décès ou y a contribué, du fait que la victime a ou non signalé sans tarder l'incident à la police et a ou non apporté toute sa collaboration durant l'enquête et du fait que la victime a ou non reçu une indemnité quelconque de toute autre source.

## Qui est admissible à une indemnité?

- Les personnes qui ont subi des blessures à la suite d'un crime violent perpétré en Ontario. Les crimes violents englobent notamment les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les agressions sexuelles et l'utilisation dangereuse d'armes à feu.
- Les personnes qui prennent soin d'une victime d'un crime violent et qui subissent une perte de revenus ou doivent engager des dépenses, en raison de la blessure ou du décès de la victime.
- Les personnes qui étaient à la charge d'une victime d'homicide.
- Les agents de la paix qui subissent des blessures en tentant d'arrêter un individu qui commet une infraction contre la personne, ou des personnes qui sont blessées lorsqu'elles tentent d'empêcher un crime ou d'aider un agent de police à faire une arrestation.



**Des indemnités peuvent être accordées pour les motifs suivants :**

- Les dépenses réelles et raisonnables engagées ou qui doivent être engagées ultérieurement en raison de la blessure ou du décès d'une victime, y compris les frais de soins médicaux, de soins dentaires ou consultatifs d'urgence, les frais funéraires et les frais de soutien.
- La perte de salaire, généralement jusqu'à concurrence de 250 \$ par semaine ou de 1 000 \$ par mois, en raison d'une incapacité totale ou partielle empêchant la victime de travailler.
- Les pertes pécuniaires subies par les personnes à la charge de la victime décédée.
- La douleur et la souffrance.
- Le soin des enfants nés à la suite d'un viol.
- La consultation aux endeuillés pour les membres de la famille immédiate de la victime décédée.

**La Commission n'accorde aucune indemnité pour ce qui suit :**

- Les biens endommagés ou volés.
- Un accident mettant en cause un véhicule automobile (conduite en état d'ébriété ou conduite imprudente.)
- Les frais juridiques liés à des poursuites criminelles ou civiles.
- La souffrance liée à la parution devant une cour criminelle.
- Les accidents sur les lieux de travail (dans ces cas, une demande doit être déposée devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail).
- Le chagrin et la peine des parents et amis de la victime décédée.

## **Les types d'indemnités ci-dessous peuvent être accordés :**

### Indemnités forfaitaires

La Commission peut accorder une indemnité maximale de 25 000 \$ à la suite de blessures ou du décès d'une victime. Si plus d'une personne est blessée durant un incident, l'indemnité totale versée à l'ensemble des requérants pour un seul incident ne peut dépasser 150 000 \$. Les indemnités forfaitaires sont celles qui sont le plus souvent accordées par la Commission.

### Versements périodiques (paiements mensuels)

Si la Commission est convaincue que la perte financière sera permanente (p. ex. perte de salaire liée à une blessure permanente), elle peut accorder un montant maximum de 1 000 \$ par mois à tous les requérants, au titre d'un même incident. Les paiements périodiques totaux pour un même incident ne peuvent pas dépasser 365 000 \$. Si des montants forfaitaires et des versements périodiques sont accordés, le montant forfaitaire ne peut pas dépasser 12 500 \$. Les versements périodiques sont revus régulièrement et ils peuvent être interrompus à une date ultérieure.

### Indemnités provisoires (article 14 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels)

En cas de besoin immédiat de fonds pour régler des frais médicaux, de soutien ou funéraires, la Commission peut autoriser le règlement de ces dépenses avant l'audience. Une indemnité provisoire ne peut être versée que si la Commission a des preuves suffisantes qu'une indemnité sera probablement accordée à la suite de l'audience.

### Modification de l'ordonnance d'indemnisation (article 25 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels)

Après une audience, la Commission peut modifier une ordonnance de versement d'une indemnité dans certains cas, notamment si les circonstances changent. Une telle modification ne peut être apportée que si une indemnité a d'abord été accordée.

## **LE PROCESSUS**

### **Présentation d'une demande d'indemnisation**

Les formulaires de demande d'indemnisation peuvent être obtenus sur le site Web de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, à [www.cibc.gov.on.ca](http://www.cibc.gov.on.ca), ou par téléphone, sans frais, au : 1 800 372-7463, au numéro local (RGT) : 416 326-2900, ou, par la poste, au 439, avenue University, 4<sup>e</sup> étage, Toronto (Ontario) M5G 1Y8.

### **Étape de la collecte de renseignements**

En vue de déterminer si une indemnité doit être accordée à un requérant, la Commission exige des preuves suffisantes qu'un crime violent a été commis, et qu'une blessure a été subie à la suite de ce crime. Les circonstances entourant l'incident, ainsi que la nature de la blessure sont également pertinentes, lorsqu'il s'agit de déterminer le bien-fondé d'accorder une indemnité ou le montant de l'indemnité. Le personnel de la Commission collabore à la collecte des renseignements nécessaires pour appuyer la requête, comme des rapports d'hôpitaux, de médecins, de dentistes, de thérapeutes ou de tribunaux, directement liés à l'incident. Si l'incident a été signalé à la police, la Commission communiquera avec le service de police en cause pour lui demander un rapport écrit. Des documents pertinents, comme des reçus et des relevés d'emploi et de revenus, sont exigés en cas de demande d'indemnité pour des dépenses et des pertes de salaire.

### **L'audience**

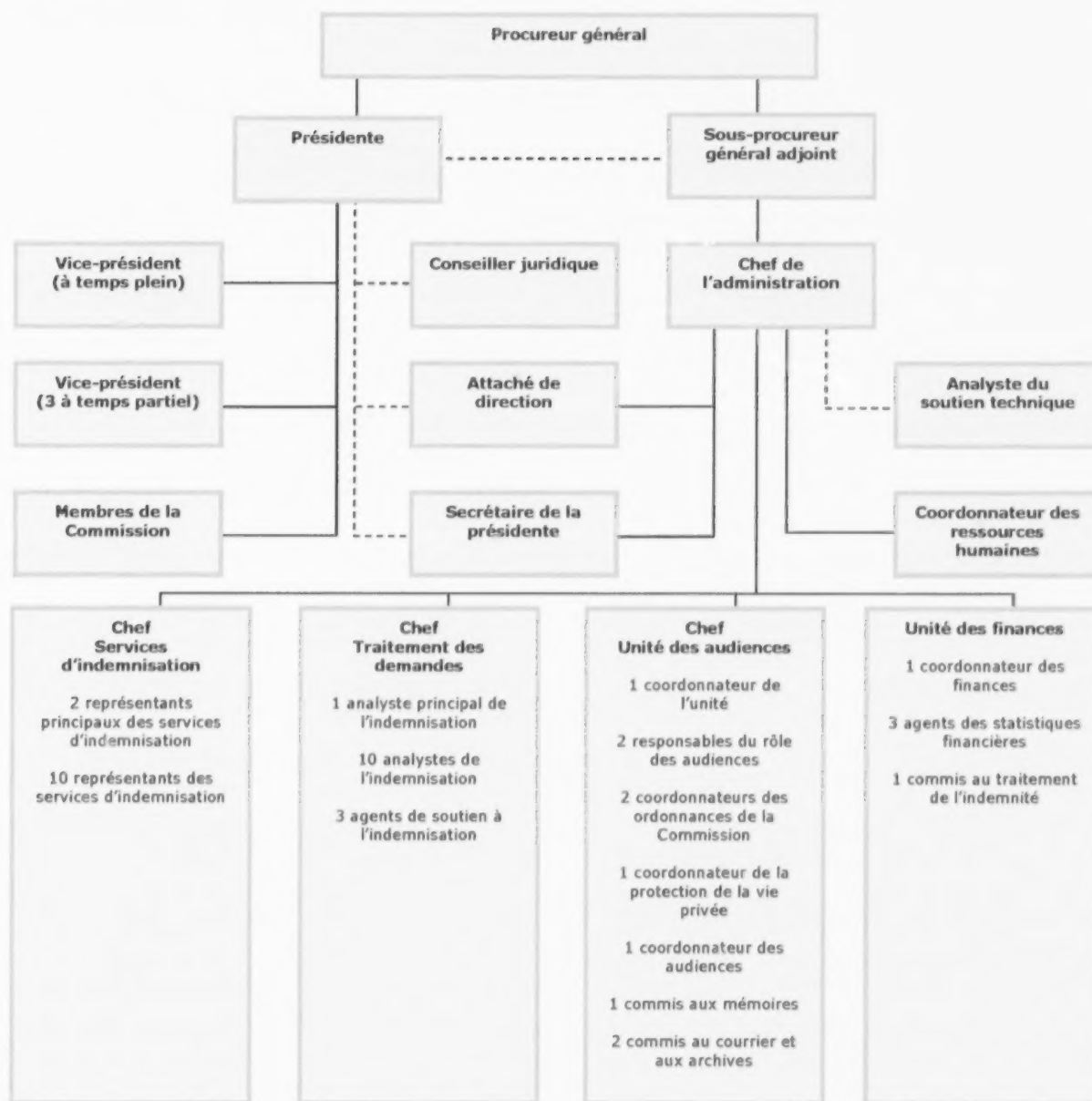
Une fois qu'ils ont reçu tous les documents pertinents, les membres de la Commission prennent une décision au sujet de la demande, après une audience orale ou écrite. Lors d'une audience orale, les parties et les témoins font un témoignage sous serment en personne, ou parfois par téléphone ou par vidéo. Lors d'une audience écrite, les membres de la Commission rendent leur décision en fonction des documents et des autres renseignements figurant au dossier. Le requérant, le contrevenant et le procureur général sont tous des parties à l'audience et peuvent fournir des documents ou assister à une audience orale.

Une fois l'audience terminée, la Commission rédige généralement une décision qu'elle fait parvenir aux parties. Si la Commission décide d'accorder une indemnité au requérant, un chèque lui est envoyé avec l'ordonnance écrite. Lorsque c'est possible, les requérants qui assistent à une audience orale reçoivent dorénavant une décision orale sur-le-champ, rendue par un membre de la Commission. Dans de tels cas, lorsqu'une indemnité est accordée, un bref exposé de la décision accompagnera le chèque d'indemnité.

### **Après l'audience**

Si un requérant n'est pas d'accord avec l'ordonnance de la Commission et que la décision a été prise par un seul membre de la Commission, le requérant peut demander une révision par au moins deux membres de la Commission, dans les 15 jours qui suivent la réception de la décision initiale. Si cette dernière a été prise par plus d'un membre de la Commission, le requérant ne peut interjeter appel que sur une question de droit devant la Cour supérieure de justice (Cour divisionnaire) dans les 30 jours qui suivent la réception de l'ordonnance.

## ORGANIGRAMME



## MEMBRES DE LA COMMISSION

La composition de la Commission vise à refléter la diversité de la population et des différentes régions de l'Ontario. Les personnes ci-dessous étaient membres de la Commission au 31 mars 2012.

<b>Présidente</b>	<b>Premier mandat</b>	<b>Mandat actuel</b>
Maureen Armstrong	21 août 2008	20 août 2011 au 20 août 2013
<b>Vice-présidents</b>		
Paula Klein	18 mars 1993	20 novembre 2011 au 20 novembre 2012
Al Spadaccini	30 juin 2006	9 mars 2012 au 9 mars 2015
Anne Stanfield	1 <sup>er</sup> novembre 1973	Ouvert
Maria Tassou	6 juin 2007	26 mai 2011 au 26 mai 2014

<b>Membres de la Commission</b>	<b>Premier mandat</b>	<b>Mandat actuel</b>
M Saleem Akhtar	8 septembre 2009	8 septembre 2011 au 7 septembre 2012
Lisa Barazzutti	20 octobre 2010	20 octobre 2010 au 19 octobre 2012
George Berrigan	7 février 2007	7 février 2012 au 6 février 2017
Marion Boyd	8 octobre 1999	8 octobre 2009 au 7 octobre 2012
John Brothers	1 <sup>er</sup> juin 2005	1 <sup>er</sup> juin 2008 au 31 mai 2013
Nicole Chenier-Cullen	8 septembre 2009	8 septembre 2011 au 7 septembre 2012
Emily Crocco	3 décembre 2008	3 décembre 2010 au 2 décembre 2013
Roderick Flynn	6 juin 2007	6 juin 2009 au 5 juin 2012
Keith Forde	20 octobre 2010	20 octobre 2010 au 19 octobre 2012
Gemma Harmison	3 septembre 2000	6 mars 2011 au 5 mars 2016
Jacqueline Harper	20 octobre 2010	20 octobre 2010 au 19 octobre 2012
Jo-Anne Hughes	22 octobre 2008	22 octobre 2010 au 21 octobre 2013
Christie Jefferson	2 juin 2010	2 juin 2010 au 1 <sup>er</sup> juin 2012
Wendy King	20 octobre 2010	20 octobre 2010 au 19 octobre 2012

Kirsten Kurzuk	3 décembre 2008	3 décembre 2010 au 2 décembre 2013
Susan Lee	13 avril 2011	13 avril 2011 au 12 avril 2013
William Liber	11 mars 1996	11 mars 2012 au 10 juillet 2012
Janet MacEachen	8 septembre 2009	8 septembre 2011 au 7 septembre 2012
Ronaq Massey	29 avril 1999	29 avril 2007 au 28 août 2012
Charlotte McQuade	8 septembre 2009	8 septembre 2011 au 7 septembre 2012
Willson McTavish	3 février 2003	3 février 2012 au 2 juin 2012
Jay Meunier	8 septembre 2009	8 septembre 2011 au 7 septembre 2012
Virginia Morra	6 juin 2007	6 juin 2012 au 5 juin 2017
Aggrey Msosa	8 septembre 2009	8 septembre 2011 au 7 septembre 2011
Stanley Newman	1 <sup>er</sup> juin 2005	1 <sup>er</sup> juin 2011 au 31 mai 2013
John R. Radmore	18 février 2004	18 février 2012 au 17 février 2017
Veda Rangan	8 septembre 2009	8 septembre 2011 au 7 septembre 2012
Kabir Ravindra	6 juin 2007	6 juin 2012 au 5 juin 2017
Sharon A. Saunders	9 octobre 2002	9 octobre 2009 au 8 octobre 2013
Linda Spears	13 juin 2007	13 juin 2011 au 12 juin 2016

Dawn Sullivan	7 février 2007	7 février 2012 au 6 février 2017
Leni Untinen	7 février 2007	7 février 2012 au 6 février 2017
Dawn Wickett	6 juin 2007	6 juin 2012 au 5 juin 2017

## SOMMAIRE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

Chaque année, la Commission présente la façon dont elle met en application la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*, en préparant un sommaire d'exemples de décisions. Les demandes d'indemnisation qui suivent et les ordonnances subséquentes illustrent certains des aspects pris en compte au moment de rendre des décisions, ainsi que les indemnités accordées. Dans le but de protéger la vie privée des victimes qui ont courageusement et franchement divulgué à la Commission une foule de renseignements personnels et de nature délicate, nous nous sommes efforcés d'omettre les détails qui permettraient d'identifier les victimes, même lorsque l'affaire a fait l'objet d'une audience publique.



### 1003-83512 – Voies de fait

La requérante, dans la quarantaine avancée, a été agressée par trois inconnus alors qu'elle se dirigeait vers un arrêt de transport en commun. Les trois hommes l'ont jetée par terre et frappée au visage, au cou et au haut du dos. Ils ont ensuite volé son sac à main et se sont enfuis. La police a fouillé les environs, mais n'a pu localiser les suspects et n'a jamais retrouvé le sac à main. La requérante a été transportée en ambulance à l'hôpital, où ses blessures ont été soignées. Elle avait subi une fracture des os de la joue et de l'orbite droite, ainsi que des ecchymoses. La requérante a également présenté des symptômes de stress post-traumatique. Elle a pleuré pendant des semaines et avait peur de vivre dans sa collectivité.

**Décision :** La Commission a jugé que la requérante était admissible à une indemnité et lui a accordé 3 500 \$ pour douleur et souffrances physiques et psychologiques. La requérante a également reçu 120 \$ pour des frais médicaux.

## **1002-82610 – Voies de fait**

La requérante a fait une demande d'indemnisation au nom de son fils, mineur, qui a été agressé physiquement par un camarade de classe. Sans être provoqué, le jeune contrevenant a donné un coup de poing sur la bouche et la mâchoire de l'enfant mineur. La victime a eu la mâchoire fracturée et sa mâchoire a dû être brochée pendant six semaines. Pendant sa convalescence, l'enfant n'a pas pu absorber d'aliments solides et s'est nourri de boissons protéinées. Après cette agression, l'enfant mineur ne faisait plus confiance aux adultes ou aux professeurs de son école. Il ne participait plus aux sports ou aux autres activités scolaires. Le jeune contrevenant a été accusé et reconnu coupable de voies de fait causant des lésions corporelles.

**Décision :** La Commission a jugé que l'enfant mineur était admissible à une indemnisation et lui a accordé 4 500 \$ pour douleur et souffrances. Cette portion de l'indemnité a été confiée au comptable de la Cour supérieure de justice pour le compte de l'enfant mineur, en attendant que celui-ci atteigne l'âge de 18 ans. La requérante a reçu une indemnité de 118,35 \$ pour couvrir les frais engagés à l'égard des blessures de l'enfant.

## **0012-24209 – Voies de fait graves**

Le requérant marchait dans un parc, quand il a vu qu'une femme se faisait agresser par deux hommes. Lorsqu'il leur a dit d'arrêter, ceux-ci ont tourné leur attention vers lui et lui ont donné plusieurs coups de poing au visage. Il a fini par s'échapper et s'est mis à courir dans la rue, mais les deux hommes l'ont rattrapé. Ils l'ont alors frappé à maintes reprises à la tête et au visage avec une planche de bois de 2 po x 4 po, d'environ 4 pieds de longueur. Il a également reçu plusieurs autres coups de poing à la tête. Des témoins ont vu l'agression et ont appelé la police. Le requérant a été transporté en ambulance à l'hôpital, où ses blessures ont été traitées. Plusieurs des os de son visage ont été fracturés, et il a également subi une blessure au nerf optique. Il a ensuite été transféré à un autre hôpital, où il a subi une chirurgie exploratoire de l'œil et une chirurgie réparatrice des fractures du visage. Par la suite, le requérant a perdu en permanence la vision dans l'œil gauche, ce qui nuit à ses activités quotidiennes. Les assaillants n'ont jamais été arrêtés. Par conséquent, aucune accusation n'a été portée relativement à l'agression.

**Décision :** La Commission a jugé que le requérant était admissible à une indemnité et lui a accordé 15 000 \$ pour douleur et souffrances. Il a également reçu 100 \$ pour la perte de salaire qu'il a subie afin d'assister à l'audience.

## **0810-73586 – Voies de fait**

Le requérant, âgé de 52 ans, a été agressé physiquement à un refuge pour hommes. Il a été réveillé par un autre homme qui lui assenait des coups de poing à répétition. Le présumé contrevenant s'est ensuite enfui en courant, et il n'y a pas eu de témoins. Le requérant est sorti de son lit et a attrapé une serviette pour essuyer le sang dans son visage. Il a été transporté en ambulance à l'hôpital, où il a été traité et gardé pour la nuit. Le requérant a signalé l'incident à la police environ 12 jours plus tard, mais l'enquête n'a pu être menée à bien, parce que les policiers ne sont pas arrivés à retrouver le requérant par la suite pour obtenir davantage de renseignements. Par ailleurs, le requérant n'a aucunement fait mention de l'agression à la police lorsqu'il a été arrêté pour une possible accusation de vol, seulement quelques jours après le signalement de l'incident à la police. La police ne disposait pas de preuves suffisantes pour porter une accusation ou pour poursuivre une enquête, car le requérant n'avait pas fait de déposition. Le requérant s'est plaint de souffrir de graves maux de tête et de pertes de conscience à la suite de cette agression.

**Décision :** La Commission n'a pas jugé le requérant admissible à une indemnisation, car il y avait insuffisance de preuves, selon la prépondérance des probabilités, qu'il avait été blessé par suite d'un crime violent. La Commission a constaté de nombreuses incohérences dans le compte rendu de l'incident fait par le requérant et, par conséquent, sa preuve a été jugée douteuse. De plus, ce n'est que 12 jours après les faits que le requérant a signalé l'incident à la police, et il n'a jamais fait de déposition, même lorsqu'il a eu l'occasion de le faire au moment de son arrestation dans une autre affaire.

## **1003-83011 - Antécédents d'agression sexuelle d'enfants**

Le requérant est le père d'une enfant mineure, et il a fait une demande d'indemnisation pour le compte de sa fille, qui a été agressée sexuellement par son oncle maternel, entre les âges de 5 et 11 ans. Le contrevenant a commencé les agressions alors qu'il était lui-même mineur, mais il a continué après avoir atteint l'âge de 18 ans. Le contrevenant caressait l'enfant mineure et lui demandait de lui faire une fellation. L'enfant mineure a déclaré à la police qu'elle ne s'était pas confiée à ses parents, parce que le contrevenant l'avait menacée de la frapper. Elle a également dit à la police que son grand-père avait découvert la situation et avait déjà puni le contrevenant à ce sujet. Le contrevenant a été accusé et déclaré coupable de multiples chefs d'agression sexuelle, de contacts sexuels et d'incitation à des contacts sexuels. Il a été condamné à 490 jours d'incarcération et à trois ans de probation.

**Décision :** Étant donné les déclarations de culpabilité, la Commission a admis que les crimes violents avaient eu lieu sur une période de six ans, et qu'ils avaient eu un effet traumatique sur l'enfant mineure. Celle-ci a souffert de cauchemars, de flashbacks, d'anxiété, de problèmes de confiance, de repli sur soi et de crainte des hommes. La

Commission a accordé à l'enfant mineure la somme de 9 000 \$ pour douleur et souffrances. L'indemnité a été confiée au comptable de la Cour supérieure de justice, en attendant que l'enfant mineure atteigne l'âge de 18 ans.

### **0108-28443 – Voies de fait contre un membre de la famille**

La requérante a fait une demande d'indemnisation pour avoir été agressée physiquement et sexuellement par son ex-mari, au cours de leur mariage de 13 ans. Le présumé contrevenant a lancé des objets à la requérante et il l'a giflée, lui a donné des coups de poing et des coups de pied en maintes occasions. Il l'a forcée à avoir des relations sexuelles en la maintenant au sol avec ses genoux. La requérante estime que les agressions physiques et sexuelles se sont produites environ deux fois par semaine, pendant la durée de leur mariage. Après que la requérante a quitté son mari, le présumé contrevenant a commencé à la harceler en s'asseyant à l'extérieur de sa maison et en la surveillant, en infraction d'un engagement à ne pas se trouver sur sa propriété. Un soir, il s'est introduit chez elle par effraction et l'a menacée de se tuer et de lui faire du mal. Au cours des années, la requérante s'est fait pocher les deux yeux, a eu une commotion, des doigts fracturés, des ecchymoses sur tout le corps, et des dorsalgies chroniques, après avoir été frappée au dos avec des objets et avoir été traînée sur le dos en haut d'escaliers. La requérante a obtenu des traitements médicaux pour ses blessures, mais elle n'a jamais signalé la cause de ces blessures à son médecin, car le présumé contrevenant l'y accompagnait toujours lors de ses visites. La requérante a souffert de dépression, d'anxiété et d'insomnie. Elle était craintive et s'est repliée sur elle-même, à la suite des agressions.

**Décision :** La Commission a jugé que la requérante avait subi des préjudices physiques et psychologiques à la suite de violence familiale. La Commission a procédé à une évaluation globale des effets cumulatifs des agressions et a accordé à la requérante une indemnité de 16 000 \$ pour douleur et souffrances.

### **0610-61721 – Voies de fait contre un membre de la famille**

La requérante, âgée de 25 ans, a été agressée physiquement et sexuellement en de multiples occasions par son ex-petit ami, qu'elle a décrit comme très contrôlant. Il isolait la requérante de ses amis et de sa famille en ne lui permettant pas de rester en contact avec eux. Il se présentait à l'improviste au lieu où elle travaillait et l'embarrassait devant ses collègues. Il menaçait de tuer la requérante, si jamais elle le quittait. La requérante s'est fait bousculer, gifler, étrangler, elle s'est fait tordre les bras et s'est fait frapper la tête sur les murs. Elle a subi des ecchymoses, des coupures, des saignements de nez, des marques au cou, des douleurs dans tout le corps et elle a eu les membres endoloris, à la suite des agressions physiques. Le présumé contrevenant l'a souvent agressée sexuellement, ce qui a causé des douleurs et des saignements à la requérante. Après la fin de la relation, la requérante a continué d'avoir des cauchemars et des flashbacks, de souffrir d'anxiété et de dépression et d'avoir peur. Elle reçoit les soins d'un psychologue pour l'aider à surmonter ses symptômes.

**Décision :** La Commission a jugé que la requérante était admissible à une indemnité, à la suite de multiples incidents d'agressions physiques et sexuelles. La Commission lui a accordé 12 000 \$ pour douleur et souffrances résultant des préjudices cumulatifs causés par les agressions. La Commission lui a également accordé la somme de 3 798,50 \$ pour les honoraires de consultation en psychologie et de 50 \$ pour ses frais de déplacement à ses traitements. Sa demande d'indemnisation pour perte de salaire lui a été refusée, parce qu'elle n'a pas été en mesure de présenter de pièces justificatives à la Commission.

### **0808-72778 – Meurtre**

Cette demande a été présentée par un homme dont le fils de 17 ans a été tué. La police a confirmé que la victime n'avait contribué en aucune façon à l'incident. L'accusé a été accusé de meurtre au premier degré.

**Décision :** La Commission a accordé au requérant la somme de 4 210,50 \$ pour des frais funéraires, et de 2 400 \$ pour des frais de consultation aux endeuillés.

### **0703-64256 – Meurtre**

La requérante a présenté une demande d'indemnisation après que son fils de 21 ans a été enlevé et assassiné. L'enquête policière a révélé que la victime participait à une affaire de trafic de stupéfiants entre deux groupes d'hommes. Le défunt devait livrer un colis contenant 52 000 \$ en espèces, et en échange, il devait recevoir 1,5 kilo de crack. Même si des billets de banque avaient été insérés au haut et au bas du colis, le centre était bourré de papier journal. Une fois la victime arrivée sur les lieux avec l'argent, les hommes ont commencé à compter les billets sur-le-champ. Ils ont rapidement découvert que la somme était insuffisante pour payer la drogue et ils sont devenus furieux. Ils ont tenu la victime en joue et ont exigé qu'elle leur donne le reste de l'argent. Mais aucun de ses amis n'est venu à son aide en apportant la somme manquante. La victime a reçu cinq coups de feu de la part d'un des hommes. Le contrevenant a été déclaré coupable de meurtre au premier degré et a reçu une peine d'emprisonnement à perpétuité. Les autres hommes ont également été déclarés coupables à divers autres chefs d'accusation.

**Décision :** La Commission a refusé la demande d'indemnisation de la requérante. Elle a jugé que le comportement du défunt avait grandement contribué aux événements qui ont mené à son décès. Il était mêlé au trafic de drogues illicites, notamment une grande quantité de crack. La Commission a jugé que le décès de la victime était une conséquence de son appartenance à un groupe d'individus dangereux et de sa participation directe à une transaction importante liée au trafic de drogue.

## RESSOURCES



Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels  
439, avenue University, 4<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario)  
M5G 1Y8

**Téléphone :**

416 326-2900

1 800 372-7463

**Télécopieur :**

416 326-2883

**Site Web :**

[www.cicb.gov.on.ca](http://www.cicb.gov.on.ca)

**Courriel :**

[info.cicb@ontario.ca](mailto:info.cicb@ontario.ca)